

**Point de presse de la porte-parole -
Union européenne/Participation de
M. Jean-Yves Le Drian au conseil
affaires étrangères - Union
européenne/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau à Troyes - Armes
chimiques/Rapport de l'OIAC sur
l'affaire Skripal - Convention
européenne des droits de
l'Homme/Ratification par la France
du protocole 16 - Armes chimiques -
Agenda du ministre, de la ministre
chargée des affaires européennes et
du secrétaire d'Etat du 16 au 22
avril 2018/ Principaux éléments
publics**

(Paris, 13 avril 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Union européenne - Participation de M. Jean-Yves Le Drian au conseil affaires étrangères (Luxembourg, 16 avril 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera le 16 avril à Luxembourg au conseil affaires étrangères.

Les échanges porteront sur les points suivants :

- Syrie : les ministres feront le point sur les derniers développements et sur la responsabilité du régime et de ses alliés dans la poursuite des violences, en particulier après la nouvelle utilisation d'armes chimiques. Des conclusions seront adoptées pour rappeler la mobilisation européenne en vue d'une solution politique. Les ministres marqueront en outre leur souhait que la conférence de Bruxelles II, qui se tiendra à la fin du mois, contribue à apporter des réponses aux besoins humanitaires et au soutien aux pays hôtes des réfugiés syriens ;

- Iran : M. Jean-Yves Le Drian rappellera la nécessité de préserver l'accord de Vienne et d'une politique de dialogue et de fermeté vis-à-vis du programme balistique iranien et du rôle déstabilisateur de Téhéran dans la région ;

- Russie : les ministres souligneront l'importance de maintenir l'unité européenne dans les relations avec la Russie ;

- Balkans occidentaux : Les ministres prépareront le sommet Union européenne-Balkans, qui se tiendra à Sofia le 17 mai et permettra d'adopter des mesures concrètes d'accompagnement des réformes nécessaires au rapprochement européen.

- Instruments financiers de l'action extérieure : alors que s'amorcent les travaux préparatoires pour le prochain cadre financier pluriannuel, les ministres travailleront à la future architecture des instruments d'action extérieure.

Des conclusions seront par ailleurs adoptées sur le Soudan du Sud ainsi que sur la cybersécurité.

2 - Union européenne - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau à Troyes (13 avril 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend le 13 avril à Troyes pour participer à une consultation citoyenne sur l'Europe.

À l'invitation de l'association "Aube, dialogues et perspectives" et du député de l'Aube, M. Grégory Besson-Moreau, Mme Nathalie Loiseau et M. Michel Barnier, négociateur en chef de la commission européenne chargé de la conduite des négociations avec le Royaume-Uni, répondront aux questions du public sur les enjeux européens à l'heure du Brexit, dans les locaux de l'Ecole supérieure de commerce de Troyes.

Les consultations citoyennes sur l'Europe, exercice de consultation et de démocratie participative d'une ampleur inédite en Europe, se déroulent dans 27 pays de l'Union européenne d'avril à octobre et visent à contribuer à restaurer le lien entre les peuples et la construction européenne. Ces consultations obéissent à quelques grands principes communs à tous les Etats membres participants : ouverture à tous les citoyens ; pluralisme ; transparence.

En France les consultations citoyennes sur l'Europe combinent :

- des débats organisés par le gouvernement, mais aussi par les collectivités locales, les élus et la société civile (associations, entreprises, syndicats, chambres de commerce, acteurs culturels, universités). Tous les projets de consultation feront l'objet d'un processus de labellisation souple et transparent (l'adresse consultations.citoyennes@diplomatie.gouv.fr est d'ores et déjà disponible pour les porteurs de projets) ;

- pour la première fois, une large consultation numérique en Europe, qui vise à toucher un grand nombre d'Européens, y compris ceux qui ne s'expriment pas habituellement sur l'Europe

;

- des panels citoyens pour réfléchir de façon qualitative sur les grands thèmes prioritaires.

Le site quelleestvotreeurope.fr sera disponible à compter du 18 avril, au lendemain de la consultation citoyenne que le président de la République mènera à Epinal. Il permettra de retrouver toutes les manifestations en France des consultations citoyennes.

3 - Armes chimiques - Rapport de l'OIAC sur l'affaire Skripal (11 avril 2018)

Le rapport de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) publié le 11 avril confirme la nature de l'agent neurotoxique de qualité militaire retrouvé à Salisbury le 4 mars dernier. Il souscrit donc pleinement aux conclusions de l'enquête britannique, concluant que le composé chimique appartient à la famille des "Novitchok", un agent neurotoxique de qualité militaire développé par la Russie.

La France partage pleinement le constat du Royaume-Uni qu'il n'y a pas d'autre explication plausible qu'une responsabilité de la Russie.

La France condamne de nouveau dans les termes les plus forts l'utilisation sur le territoire du Royaume-Uni d'une telle arme chimique, et exprime toute sa solidarité à son partenaire, ainsi qu'aux trois victimes empoisonnées.

La France salue le travail mené avec le plus grand professionnalisme par l'OIAC. Elle salue également la démarche de transparence souhaitée par les autorités britanniques qui ont rendu ce rapport public.

Nous formulons le vœu que la session extraordinaire du conseil exécutif de l'OIAC prévue le 18 avril soit l'occasion d'un échange constructif et sincère entre Etats parties.

4 - Convention européenne des droits de l'Homme - Ratification par la France du protocole 16

À l'occasion de la conférence sur la poursuite de la réforme du système de la convention européenne des droits de l'Homme organisée à Copenhague, Mme Nicole Belloubet, Garde des sceaux, ministre de la justice, a remis aujourd'hui au secrétaire général du Conseil de l'Europe notre instrument de ratification du protocole 16 à la convention européenne des droits de l'Homme.

Ce protocole instaure la possibilité, pour les plus hautes juridictions des Etats, d'adresser des demandes d'avis consultatifs à la cour européenne des droits de l'Homme sur des questions de principe relatives à l'interprétation ou à l'application des droits et libertés définis par la convention ou ses protocoles. Cette possibilité sera ouverte, en France, au conseil

constitutionnel, au conseil d'Etat et à la cour de cassation.

La France est ainsi le dixième Etat partie à déposer son instrument de ratification, permettant ainsi l'entrée en vigueur du protocole dans un délai de trois mois. Lors de son discours devant la cour européenne des droits de l'Homme le 31 octobre 2017, le président de la République s'était engagé à cette ratification rapide. La loi autorisant la ratification du protocole 16 avait été promulguée le 4 avril.

Le protocole renforcera considérablement le socle juridique européen en matière de droits de l'Homme et l'édifice juridique construit autour de la convention européenne des droits de l'Homme.

5 - Armes chimiques

Q - Avant l'attaque chimique de samedi, la France a déclaré pendant plusieurs mois qu'elle ne pouvait pas confirmer les attaques chimiques soupçonnées et attendait les résultats d'enquêtes internationales ou des services de renseignements. Hier le président a déclaré que la France avait des preuves suite à l'attaque de samedi. Sur quoi cette affirmation est fondée ? Est-ce que ce sont des sources propres à la France ?

R - Le président de la République l'a dit : "Nous avons la preuve que la semaine dernière, il y a maintenant près de dix jours, des armes chimiques ont été utilisées, au moins du chlore, et qu'elles ont été utilisées par le régime de Bachar al-Assad". La France se prononce sur les faits de manière indépendante, toujours et en toutes circonstances.

6 - Agenda du ministre, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'Etat du 16 au 22 avril 2018 - Principaux éléments publics

M. Jean-Yves LE DRIAN

Lundi 16 avril

Conseil affaires étrangères, Luxembourg

18h30 - Conseil stratégique franco-mexicain, Quai d'Orsay

Mardi 17 avril

9h - Entretien avec le président de la République, Elysée

17h - Audition de la commission des affaires étrangères, Sénat

Mercredi 18 avril

15h - Questions d'actualité au gouvernement, Assemblée nationale

17h - Audition, Assemblée nationale

Vendredi 20 avril

9h - Conseil restreint de défense

10h - Conseil des ministres

14h - Entretien du président de la République avec M. Alassane Dramane Ouattara, président de la Côte d'Ivoire, Elysée

Samedi 21 avril - dimanche 22 avril

Réunion ministérielle du G7, Canada

Mme Nathalie LOISEAU

Lundi 16 avril

11h30 - Entretien avec M. Alain Lamassoure, député européen, Quai d'Orsay

15h - Réunion commune avec Mme Annick Girardin, ministre des Outre-mer, et les présidents de régions ultra-périphériques et pays et territoires d'Outre-mer, ministère des Outre-Mer, Paris

Mardi 17 avril

Déplacement à Strasbourg et à Epinal

Mercredi 18 avril

11h - Présentation du rapport de l'initiative "Nouveau Pacte pour l'Europe" par M. Herman Van Rompuy, président émérite du Conseil européen, Quai d'Orsay

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

18h - Entretien avec M. Alain Carrier, directeur général de "Canada Pension Plan Investment Board", Quai d'Orsay

Jeudi 19 avril

Déplacement à Marseille

Vendredi 20 avril

Déplacement dans le Var

M. Jean-Baptiste LEMOYNE

Lundi 16 avril

8h30 - Petit-déjeuner avec M. François-Philippe Champagne, ministre canadien du commerce international, Convention

Mardi 17 avril

Agenda en cours d'organisation

Mercredi 18 avril

10h - Entretien avec M. Ziyang Fu, vice-ministre chinois du commerce, Convention

Jeudi 19 avril - vendredi 20 avril

Déplacement à Washington

Samedi 21 avril - dimanche 23 avril

Déplacement à la Nouvelle-Orléans./.